



# 1975-2025 : le Liban et les cicatrices de ses guerres

COMPRENDRE - MOYEN-ORIENT

**Cinquante ans après le 13 avril 1975, date symbolique du déclenchement des guerres du Liban, les divisions politiques, communautaires et mémorielles du pays persistent. À travers les récits croisés d'une historienne, d'un journaliste, de deux témoins directs et d'une autrice engagée, émerge un constat commun: le Liban n'a toujours pas construit un récit partagé sur ses propres guerres. Et sans mémoire commune, difficile d'imaginer un avenir apaisé.**

Publié le : 13/04/2025 - 09:11

Par : [Moncef AIT-KACI](#)



Combattants des milices phalangistes Kataëb, dans le camp palestinien de Dbayeh, au nord de Beyrouth, le 28 janvier 1976. Moins d'un an après le déclenchement de la guerre civile libanaise en avril 1975, ils exigeaient alors des combattants palestiniens le respect de la souveraineté de l'État libanais. © Xavier Baron, AFP

"Pour moi, Beyrouth, c'est comme une très belle femme, désirée, mais constamment trahie et maltraitée". Ces mots de la journaliste et autrice Marilynne Jallad résument la relation douloureuse qu'entretiennent nombre de Libanais avec leur pays. Trop de guerres, trop de silences, trop de récits qui s'opposent.

En 1975, elle n'avait pas encore 1 an. Le Liban connaît alors des tensions croissantes entre une mosaïque de factions armées (milices chrétiennes, palestiniennes, chiïtes, sunnites, druzes...), sur fond d'instabilité politique, d'ingérences régionales et de profondes fractures communautaires.

Le 13 avril, une fusillade éclate à l'église d'Ain el-Remmaneh, suivie de l'attaque d'un autobus transportant majoritairement des Palestiniens affiliés au Front de libération arabe. C'est l'embrasement. Il marque symboliquement le début des "guerres du Liban" : quinze années de guerre civile et la poursuite de nombreux conflits à la fois internes et régionaux.

Cinquante ans après, "on ne sait toujours pas quel Liban on veut. C'est un pays de récits fragmentés, parce qu'il n'y a jamais eu de vision partagée", estime Marilyne Jallad, qui, dans son roman "L'Instant ravageur" (2006), mêle souvenirs familiaux, lectures, et une culture politique aiguisée.

## Les Libanais divisés

Pour l'auteur, les divisions du pays remontent aux origines, à savoir "les tensions entre les partisans d'un Grand Liban à majorité chrétienne, soutenu par la France, et ceux d'une Grande Syrie, rêvée par le roi Fayçal [roi d'Arabie saoudite de 1964 à 1975] et soutenue un temps par les Britanniques". Selon elle, l'indépendance de 1943 est "une invention artificielle", qui reflète l'absence d'un consensus géographique et politique durable, sur un territoire "où l'on se dispute encore les frontières et la mémoire".

### Repères : chronologie des guerres du Liban (1975–1990)

- **13 avril 1975** : Attaque contre une église à Ain el-Remmaneh suivie du massacre d'un bus transportant des Palestiniens.
- **6 juin 1976** : Entrée de l'armée syrienne au Liban, avec l'accord tacite des États-Unis et d'Israël.
- **1982** : Invasion israélienne (6 juin), siège de Beyrouth, assassinat en septembre du président Bachir Gemayel élu en août, massacres de Sabra et Chatila (en septembre, des réfugiés palestiniens sont massacrés à Beyrouth-Ouest) .
- **1984** : Départ des forces multinationales de Beyrouth après les attentats contre les casernes américaines et françaises (avec notamment l'explosion du Drakkar en octobre 1983).
- **1988** : Crise politique majeure. Deux gouvernements parallèles (l'un civil et musulman dirigé par Salim Hoss à Beyrouth-Ouest, l'autre militaire et chrétien, dirigé à Beyrouth-Est par le général Michel Aoun, hostile à la présence syrienne) se disputent le pouvoir.
- **22 octobre 1989** : Signature de l'accord de Taëf qui met fin officiellement au conflit (ratifié le 5 novembre).
- **13 octobre 1990** : Derniers affrontements entre les troupes du général Aoun et les forces pro-syriennes. Fin effective de la guerre.

La guerre de 1975, selon Marilyne Jallad, ne s'explique pas uniquement par la cause palestinienne, même si elle fut un catalyseur majeur : "Il y a eu des dissensions profondes entre Libanais. Les pro-Palestiniens étaient vus comme des communistes. Les souverainistes, comme des fascistes". Elle rappelle que certains membres de l'OLP [Organisation de libération de la Palestine] à l'époque, "arrêtaient des Libanais sur leur propre sol et les exécutaient". Un traumatisme encore vif chez les familles maronites.

## L'oubli et le déni

Pour Elie Ziadé, 32 ans, journaliste libanais à "Ici Beyrouth", "les guerres du Liban sont la conséquence visible, non reconnue, que les Libanais ont plusieurs Liban, et ne forment pas une nation". Né après la guerre, il cite la mini-guerre civile de 1958. "À défaut d'avoir su reconnaître nos erreurs, nous avons préféré l'oubli, ou le déni. Même les mots qu'on utilise, tels que 'guerre des autres', 'guerre entre musulmans et chrétiens', 'conflit Est-Ouest'... sont des paravents".

Il regrette une transmission familiale parcellaire, et une absence totale d'outils pédagogiques pour apprendre l'histoire de façon critique. "On empêche les jeunes de se projeter dans un Liban commun", déplore-t-il.

## Les manuels scolaires muets et multiples

Cette guerre, Carla Eddé, historienne et professeure à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, l'enseigne dans un cours créé en 2005. Un cours devenu nécessaire, tant les étudiants se disaient perdus face à un programme scolaire jugé obsolète. Elle rappelle que l'État libanais a décrété en 1991 une amnistie générale pour les crimes commis avant mars de cette même année (loi du 26 août 1991), tout en recommandant, dans le cadre de l'accord de Taëf (ratifié en novembre 1989), l'unification des programmes scolaires, notamment en histoire.

Mais cette histoire-là reste introuvable dans les manuels officiels. "Le programme d'histoire s'arrête toujours à l'indépendance de 1943. Et les écoles privées utilisent une vingtaine de manuels différents, souvent muets sur la période de 1975-1990".

La spécialiste du Liban contemporain souligne que les diverses commissions d'historiens, nommées depuis les années 1990, n'ont jamais pu s'accorder sur une version commune.

## La question des disparus

Face à ces blocages, des initiatives citoyennes ont vu le jour. L'historienne cite l'organisation libanaise à but non-lucratif Umam D&R [Umam Documentation and Research], fondée en 2005 par Lokman Slim et Monika Borgmann, et la création du

Comité des familles des disparus en 1982 par Wadad Halwani, renforcé plus tard par l'association Solida de Ghazi Aad.

## À LIRE AUSSI

**Au Liban, les familles de disparus de la guerre civile retrouvent l'espoir**

Une victoire importante a été obtenue en 2018, avec le vote de la loi 105, instaurant une Commission nationale pour les disparus, dotée du pouvoir d'exhumer les charniers, d'enquêter et de rendre justice. Mais la mise en œuvre reste modeste. "L'histoire de la guerre a été racontée par ceux qui l'ont faite, pour justifier leurs actes. L'amnistie a remplacé la justice. L'absence d'un récit officiel a nourri des mémoires éclatées".

Un élément récent est venu "raviver cette mémoire douloureuse", poursuit Carla Eddé : "La récente chute du régime de Bachar al-Assad vient rappeler dans la sphère publique la question des disparus, avec le retour d'une cinquantaine de prisonniers des geôles syriennes. Ainsi, au-delà des discordes nationales sur la 'bonne' version de la guerre de 1975-1990 qui persistent au moment où le Liban commémore le cinquantième anniversaire du début des guerres, certaines problématiques qui rejettent l'amnésie ont réussi à s'imposer aux mémoires éclatées comme des enjeux nationaux".

## Des vies marquées à jamais

Pour Maroun, qui avait 12 ans en avril 1975, les souvenirs sont encore intacts. "Mon père était militaire. Ce jour-là, on est descendus de la montagne vers Beyrouth. À Saida [ou Sidon], un barrage de sécurité, tenu par une milice palestinienne, a voulu le tuer. Ma famille et moi avons hurlé, pleuré, supplié. Il a été relâché de justesse."

Arrivé à Ain el-Remmaneh, il tombe sur des miliciens armés des Kataeb (parti chrétien maronite fondé par Pierre Gemayel) et des Ahrar (Parti national libéral, fondé par l'ancien président libanais Camille Chamoun). "Ils nous ont dit qu'il y avait eu une tentative d'assassinat contre Pierre Gemayel. Mon père a compris tout de suite. Il nous a dit : 'La guerre a commencé'".

Maroun n'a jamais quitté le Liban, même quand sa mère a émigré au Canada, après le décès de son père : "Je ne peux pas fuir. Ce pays est ma terre. Et celui qui fuit son pays, n'a plus de patrie".

Maher, autre témoin direct, avait 8 ans en 1975. Il vivait à Zokak el-Blat, quartier central de Beyrouth et se souvient de tout : "Les Syriens avaient posté leur artillerie près de l'école Saint-Joseph. Le terrain de football était devenu une base militaire. Un sniper posté à Achrafieh visait les passants. Des enfants ont été tués."

Il se rappelle aussi des divisions internes au sein même de sa communauté chiite : "Deux frères vivaient dans notre immeuble. L'un était au Hezbollah [parti chiite pro-iranien], l'autre chez Amal [chiite, pro-syrienne]. Le premier a tué le second, l'accusant de mécréance." Mais aussi de la terreur, des tirs, des assassinats en pleine rue, de la perte de l'entrepôt familial à Cola, dans la capitale. À 15 ans, il quitte l'école pour travailler. À 20 ans, il participe à la reprise économique d'après-guerre.

## Les générations de l'après-guerre, entre exil et ignorance

"Malheureusement, la nouvelle génération ne connaît pas l'histoire du Liban et n'a pas la même résilience. Les parents de ces jeunes me prennent en exemple, parce qu'on a traversé la guerre, et on a survécu grâce à la persévérance".

C'est aussi ce que déplore l'autrice Marilyne Jallad, quand elle parle de la jeunesse : "Les jeunes ne vivent plus au Liban. Ils partent. On exporte notre matière grise. Et ceux qui restent ne savent rien, ou presque. Il n'y a pas de manuels, pas de débats. Seulement des récits de douleur".

### Le bilan humain des guerres du Liban (1975–1990)

- **Nombre de morts** : 150 000 morts.
- **Blessés et invalides** : plus de 300 000 blessés, dont des dizaines de milliers de handicapés à vie.
- **Disparus** : entre 17 000 et 18 000 personnes portées disparues.
- **Déplacés** : plus de 1 million de déplacés internes et près de 800 000 exilés.
- **Infrastructures** : destruction massive des bâtiments, écoles, hôpitaux, routes, notamment à Beyrouth.

Le journaliste Elie Ziadé renchérit : "Ce que les jeunes reçoivent, ce sont des bribes : des histoires de famille, des mémoires biaisées, des récits de combattants justifiant leur rôle. Il n'y a pas de pédagogie de l'histoire."

Mais peut-on se projeter en commun quand les visions du pays sont aussi antagonistes ? Marilynne Jallad, lucide, répond : "Aujourd'hui, on a deux courants : un bloc pro-occidental, et l'Axe de la Résistance, pro-iranien. Et certains veulent une fédération, d'autres une démocratie parlementaire. Mais tant que l'on ne décide pas ensemble, tant que l'on ne dépose pas les armes, on reste sans État".

L'autrice en appelle à l'application de l'accord de Taëf : désarmement de toutes les milices, monopole des armes confiés uniquement à l'armée nationale, et mise en place des dispositions prévues, comme l'instauration d'un Sénat confessionnel pour gérer la diversité libanaise dans le cadre d'une décentralisation administrative. "Si on appliquait cela, j'oserais peut-être croire en un début d'État de droit".